



Conseil économique et social

Distr. générale
6 septembre 2016
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité directeur des capacités
et des normes commerciales

Soixante-douzième session

Genève, 9-11 novembre 2016

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**Section spécialisée de la normalisation
des plants de pomme de terre**

Projet de guide pour la mise en place d'un service de certification des plants de pomme de terre

Le document ci-après contient le projet de guide pour la mise en place d'un service de certification des plants de pomme de terre. Il est soumis au Groupe de travail pour adoption en tant que nouveau guide pour la mise en place d'un service de certification des plants de pomme de terre.

GE.16-15414 (F) 210916 051016



* 1 6 1 5 4 1 4 *

Merci de recycler



Guide pour la mise en place d'un service de certification des plants de pomme de terre

1. Objet du présent guide

Le présent guide a été mis au point pour aider les autorités désignées à gérer leur service de certification des plants de pomme de terre et pour contribuer à normaliser la gestion de ces services au sein des différentes autorités désignées. Il a également pour but d'aider les pays qui n'appliquent pas la norme à établir un système de certification des plants de pomme de terre et une autorité désignée, ainsi qu'à participer aux activités de la Section spécialisée.

2. Champ d'application de la norme CEE-ONU S-1

La Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre est placée sous l'autorité du Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et a adopté la « norme CEE-ONU concernant la certification et le contrôle de la qualité commerciale des plants de pomme de terre » (la norme). Celle-ci a pour objectif d'être une référence mondiale favorisant le commerce international loyal des plants de pomme de terre grâce à la création d'un système harmonisé de certification de la qualité, à la promotion de ce système et à la définition de critères de qualité harmonisés pour les plants de pomme de terre.

Les plants de pomme de terre sont considérés comme des tubercules (y compris les minitubercules) et le matériel de micropropagation de pommes de terre d'espèces tuberculifères cultivées de *Solanum* spp. destiné à la plantation. La norme énonce les critères de qualité qui sont contrôlés lors de la certification pour : l'identité et la pureté variétales, la généalogie (par exemple la lignée généalogique), la traçabilité, les maladies et parasites qui affectent la qualité commerciale ou le rendement, la qualité externe et la physiologie, ainsi que le calibrage et l'étiquetage.

La norme est appliquée dans un pays importateur ou exportateur par une autorité désignée. Les pays appliquant la norme doivent faire savoir au secrétariat de la CEE quelle est l'autorité désignée qui est chargée de la mise en œuvre. Cela signifie que pour les exportations, les plants de pomme de terre certifiés et étiquetés par l'autorité désignée sont au minimum conformes à la norme. Pour les importations, les plants de pomme de terre certifiés et étiquetés conformément à la norme sont acceptés par l'autorité désignée comme répondant aux normes ou règlements techniques nationaux relatifs à la qualité des plants de pomme de terre.

3. Choix de l'autorité désignée

Avant d'appliquer la norme, les pays doivent faire savoir au secrétariat de la CEE quelle est leur autorité désignée chargée de la mise en œuvre de la norme. L'État doit indiquer le nom et les coordonnées de l'autorité avec laquelle le secrétariat pourra correspondre.

Une autorité désignée peut être un service ou un organisme gouvernemental, un organisme professionnel ou une société privée à condition que celui-ci ait été dûment autorisé à être chargé de l'application de la norme. Selon la situation propre à chaque pays, l'autorisation officielle peut découler d'une loi ou de règlements nationaux ou encore de

procédures administratives. Une autorité désignée doit être indépendante, compétente, impartiale et ne pas faire l'objet d'un conflit d'intérêts.

Les représentants des autorités désignées (comme tout autre pays membre de l'Organisation des Nations Unies) peuvent participer aux réunions de la Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre. Des renseignements sur les réunions sont disponibles sur le site Web de la CEE (http://www.unece.org/trade/agr/standard/potatoes/pot_e.html). La Section spécialisée procède à l'examen de la norme, étudie les questions pertinentes relatives à la qualité des plants de pomme de terre et contribue au renforcement des capacités en organisant des ateliers et en élaborant des guides comme le présent guide. Les autorités désignées qui souhaitent participer aux activités de la Section spécialisée sont priées de prendre contact avec le secrétariat.

4. Établissement d'une norme nationale au moins équivalente à la norme CEE

Les autorités désignées peuvent choisir de faire de la norme CEE leur norme nationale sans y ajouter d'autres prescriptions. Elles peuvent également décider d'élaborer leur propre norme nationale qui contiendra toutes les prescriptions de la norme CEE, ainsi que d'autres critères ou des tolérances plus contraignantes en fonction du contexte. L'autorité désignée peut juger utile d'établir un conseil (ou un comité ou toute autre structure) chargé de fournir des orientations sur l'application de la norme.

Si l'autorité désignée établit une norme différente, celle-ci doit être au moins équivalente à celle de la CEE. Les tolérances et les critères (identité et pureté variétales, généalogie, traçabilité, maladies et parasites, qualité externe et physiologie, calibrage et étiquetage) ne doivent pas être moins contraignants que ceux figurant dans la norme CEE.

En ce qui concerne les prescriptions applicables à l'importation de plants de pomme de terre certifiés, lorsqu'une autorité désignée établit des critères de qualité plus contraignants que ceux de la norme CEE, ceux-ci doivent être justifiés techniquement et être appliqués à la production nationale de plants de pomme de terre. Il n'est pas acceptable d'appliquer aux plants de pomme de terre importés des tolérances plus contraignantes qu'aux plants produits et certifiés au niveau national. Les autorités désignées doivent informer le secrétariat de tout critère supplémentaire ou plus contraignant et fournir une justification technique pour chacun d'entre eux.

Avant la pleine application de la norme, par exemple lorsqu'une norme nationale est en cours d'élaboration, la norme CEE peut être utilisée comme base pour l'élaboration d'une norme nationale.

5. Gestion d'un service de certification des plants de pomme de terre

Il incombe à l'autorité désignée de veiller à ce que toutes les dispositions de la norme soient respectées. Pour ce faire, l'autorité désignée doit établir, sous son autorité, un service doté des compétences et des ressources nécessaires qui sera chargé de certifier les plants de pomme de terre. Ce service peut être une unité spécifique chargée de la certification des plants de pomme de terre ou comprendre du personnel relevant de plusieurs organismes ou organisations. Les systèmes et structures déjà en place chargés d'autres formes de certification de qualité (comme la certification de la qualité des semences et des fruits et légumes pour la grande culture) ou de la certification phytosanitaire sont par exemple susceptibles d'être adaptés aux fins de la certification des

plants de pomme de terre. Cette pratique peut être rentable mais, selon la situation du pays concerné, il peut également être plus souhaitable d'établir un service indépendant.

Le succès de la mise en place d'un service de certification des plants de pomme de terre dépend de l'établissement d'un système administratif efficace et précis. Cela implique d'établir des responsabilités en matière de gestion, de définir clairement les responsabilités, d'autoriser le personnel et les organisations compétents à mener des activités de certification, d'enregistrer les cultures avec précision, de tenir un registre et d'assurer la gestion financière.

5.1 Responsabilités en matière de gestion

L'autorité désignée doit indiquer la personne chargée de la gestion du service ou le poste concerné. L'intéressé doit avoir des pouvoirs en matière administrative et financière afin d'assurer la gestion et l'exploitation du service, de manière à garantir que toutes les exigences légales et administratives relatives à la certification des plants de pomme de terre sont respectées.

5.2 Autorisation

L'autorité désignée doit établir une procédure afin d'accorder à des personnes ou à des organisations les pouvoirs permettant de réaliser des activités au sein du service de certification. Ces activités comprennent la reconnaissance de variétés aux fins de la certification, la reconnaissance de cultures de tissus et de minitubercules aux fins de la certification, l'enregistrement de cultures aux fins de la certification, l'inspection sur pied et l'inspection des tubercules, la fermeture des contenants, la délivrance d'étiquettes de certification, la réalisation d'évaluations après récolte et le traitement des recours. Ces personnes ou organisations doivent disposer des compétences et de la formation nécessaires pour réaliser ces activités. Il peut être utile d'établir des catégories d'emploi ou des descriptions de poste adaptées à ces tâches. Les titres et tâches ci-après peuvent par exemple être utilisés pour délimiter clairement les pouvoirs inhérents à chaque poste :

- Directeur – chargé du bon fonctionnement du service de certification, responsable de la gestion financière, notamment des frais perçus pour les services (le cas échéant), de la gestion, des effectifs, de l'approbation des dessins et modèles d'étiquettes, des méthodes de travail, ainsi que de la communication officielle au nom du service ;
- Inspecteur – habilité à prévoir des inspections, à réaliser des inspections sur pied et sur des tubercules, à enregistrer les résultats des inspections et à les communiquer aux producteurs, à prélever des échantillons pour effectuer des tests, à fermer les contenants et à délivrer des étiquettes de certification ;
- Assistant administratif – habilité à accepter ou à refuser des demandes d'enregistrement de variétés, à reconnaître des cultures de tissus et des minitubercules aux fins de la certification, à enregistrer des cultures aux fins de la certification, à émettre des factures et à gérer le système financier, à tenir les registres et à établir des rapports ;
- Administrateur de données – procède à la saisie de données et assure le suivi généalogique des lignées de plants.

D'autres entités peuvent participer aux activités relevant du champ d'application de la norme. Il peut s'agir de laboratoires de diagnostic, d'installations utilisées pour la production de cultures de tissus et de minitubercules et d'organisations cultivant des tubercules aux fins d'évaluations après récolte. L'autorité désignée doit autoriser toutes ces entités à réaliser ces activités et les autorisations doivent être fondées sur une évaluation des

entités portant sur les qualifications, les compétences, l'indépendance et le respect des prescriptions de la norme.

Les plants de pomme de terre qui reçoivent la certification sont étiquetés conformément à l'annexe V et à la partie VII.A de la norme. L'autorité désignée doit disposer d'une procédure d'approbation du dessin ou modèle de l'étiquette (y compris des titres structurels adéquats et des logos), ainsi que de toute modification ultérieure apportée à l'étiquette.

5.3 Rôles et responsabilités

La qualité des lots de semences commercialisés relève de la responsabilité du demandeur. L'exploitation du système de certification relève de la responsabilité de l'autorité désignée. Celle-ci peut, dans le cadre de la délivrance de certifications pour des semences, être confrontée à des problèmes juridiques et à une responsabilité financière. Il peut lui être utile de consulter un juriste au sujet des mesures qui permettent de limiter sa responsabilité, comme les clauses d'indemnité dans les contrats de services ou une déclaration de limitation de la responsabilité.

5.4 Recouvrement des coûts

En fonction de la situation et des politiques nationales, l'autorité désignée pourra vouloir recouvrer les coûts de l'exploitation du service de certification des plants de pomme de terre. Une structure tarifaire équitable devra être mise en place par l'autorité désignée compte tenu de tout principe de recouvrement des coûts existant. Les systèmes de recouvrement des coûts qui fonctionnent sont simples, faciles à comprendre et équitables. Leur application à toutes les parties concernées est considérée comme équitable. Différentes options de recouvrement sont possibles, notamment les suivantes :

- Frais par superficie plantée – Des frais fixes sont facturés par hectare (ou autre unité de surface) enregistré dans le système. Par exemple, des frais fixes peuvent être facturés par hectare enregistré. Un producteur peut vouloir enregistrer des semences relevant de diverses classifications et les mêmes frais par hectare seront appliqués à toutes celles-ci. Les frais peuvent servir à couvrir les frais de déplacement et à assurer un dédommagement pour le temps consacré aux inspections sur pied et des tubercules, aux évaluations après récolte, à la gestion, à la fermeture des contenants et à la délivrance de certifications et d'étiquettes ;
- Frais généraux de participation au système associés à des frais spécifiques pour les services – Les frais généraux peuvent ne couvrir qu'une partie du système et des frais supplémentaires sont recouverts en fonction des activités de certification requises comme l'inspection de tubercules ou la fermeture de contenants ;
- Frais par tonne (ou autre unité de poids) certifiée – Cette option est similaire à la première à l'exception du fait que les frais sont fixés par tonne certifiée, indépendamment de la superficie enregistrée.

Chaque option de recouvrement présente des avantages et des inconvénients. La première est simple mais minimise le coût réel des inspections sur pied pour les petites plantations ou cultures des classes prébase et base qui sont très éloignées de là où l'inspecteur est basé. La deuxième option peut être plus équitable quand un grand nombre de petits lots sont exportés (davantage de temps est nécessaire par tonne pour les inspections et la fermeture de contenants de petits lots), mais il sera plus compliqué et difficile pour le producteur/exportateur de prévoir le coût de certification. La troisième option peut être considérée comme plus équitable pour les classifications ou les variétés à faible rendement, mais ne permet pas de recouvrer des frais pour des cultures qui n'ont pas obtenu la certification. Il sera peut-être nécessaire de prélever d'autres frais pour couvrir

l'autorisation de laboratoires de diagnostic et des installations de production de cultures de tissus et de minitubercules, ainsi que le traitement des recours.

5.5 Méthodes de travail

L'autorité désignée pourra aussi juger utile d'établir un ensemble de méthodes de travail pour encadrer l'exploitation de son service de certification des plants de pomme de terre. Ces méthodes préciseront ce que fait une organisation dans des cas précis. Elles aideront à garantir la cohérence dans la prise de décisions. Généralement, elles seront élaborées par une instance de haut niveau, comme un conseil d'administration, un comité ou une autre structure consultative.

À titre d'exemple, une politique sur la confidentialité de l'information pourrait permettre d'établir clairement dans quelles circonstances les renseignements recueillis par le service seraient rendus publics. Les listes d'enregistrement, les résultats d'inspections ou les superficies plantées peuvent être considérés comme des données commercialement sensibles. Les méthodes aideront les directeurs, les inspecteurs et les administrateurs à savoir quels renseignements peuvent être publiés.

5.6 Procédures écrites

Il est important que le service de certification des plants de pomme de terre soit exploité de manière uniforme et applique les prescriptions du système de manière juste et équitable à tous les participants. Plus particulièrement, les résultats des inspections obtenus par les différents inspecteurs doivent être cohérents. Les formations énoncées au point 5.8.2 permettront de garantir la cohérence et pourront être accompagnées par la mise en place de procédures écrites et de consignes de travail. Ces procédures devront énoncer le but d'une tâche, indiquer la personne en charge de cette tâche, les étapes à suivre dans la réalisation de cette tâche, ainsi que les renseignements qui devront être conservés.

5.7 Communication

L'autorité désignée peut tirer profit des échanges réguliers avec les producteurs de plants de pomme de terre et d'autres membres de l'industrie afin de leur expliquer les modifications apportées à la norme, de leur communiquer les statistiques du secteur, les mises à jour saisonnières, ou de leur expliquer d'autres changements qui peuvent concerner le secteur. Pour ce faire, elle peut utiliser divers moyens de communication comme les bulletins, les réunions, les sites Web ou les notifications par courrier électronique.

Les autorités désignées devront disposer de procédures de communication officielle. Celles-ci comprendront des notifications aux producteurs concernant la situation relative à la certification de leurs cultures, des lettres d'autorisation destinées aux laboratoires de diagnostic ou aux installations de production de cultures de tissus et de minitubercules, ainsi que des communications avec le secrétariat de la CEE et d'autres autorités désignées. Les procédures de communication peuvent aider l'autorité désignée à garantir que les communications officielles sont approuvées par l'autorité compétente, sont adaptées au public et que, selon que de besoin, d'autres organismes ont été consultés (par exemple lors de l'établissement d'observations officielles sur des documents de la CEE).

5.8 Ressources humaines

5.8.1 Effectifs

Il est essentiel que l'autorité désignée dispose du personnel suffisant pour réaliser les inspections des cultures et des tubercules, ainsi que d'autres tâches administratives. Sous un climat tempéré, l'influence des saisons sur la culture des plants de pomme de terre a pour

conséquences que l'inspection des champs se concentre sur une période relativement courte. Dans d'autres régions, la saison de culture des plants de pomme de terre peut être plus longue. Le caractère saisonnier de cette activité rend la gestion du personnel difficile car certaines périodes de l'année sont très chargées alors que d'autres sont calmes voire très calmes. Il est utile pour l'autorité désignée d'estimer le nombre d'inspecteurs nécessaires pour procéder à l'inspection de toutes les cultures (au moins deux fois pour chaque culture) pendant la saison de culture. Le temps requis pour les inspections dépend de la taille de la culture, de la classe de celle-ci et de la distance entre les cultures.

Les inspections des tubercules peuvent être réalisées sur une plus longue période mais, là encore, les pratiques agricoles et le climat peuvent déterminer la période permettant de réaliser les inspections des tubercules. Par exemple, dans les climats froids, il peut être nécessaire de procéder à la récolte peu de temps après le défanage. Encore une fois, il peut être utile pour l'autorité désignée d'estimer le nombre d'inspecteurs nécessaires compte tenu du nombre moyen d'inspections de tubercules par jour.

5.8.2 *Formation et compétences*

Le personnel participant à la certification des plants de pomme de terre doit être capable de réaliser les tâches qui lui sont assignées.

Le personnel administratif doit suivre une formation afin d'être en mesure :

- De comprendre la norme, en particulier la classification des semences ;
- De comprendre et de suivre les procédures d'enregistrement des cultures et de gérer la base de données des enregistrements ;
- De composer avec les clients difficiles et de gérer les situations conflictuelles.

Les inspecteurs doivent avoir suivi davantage de formations et disposer de compétences plus vastes :

- Connaissance approfondie de la norme et de son application ;
- Excellent sens des relations humaines et capacité à gérer les conflits ;
- Connaissance des prescriptions en matière de santé et de sécurité au travail (machines, manipulation des plantes/tubercules traités) ;
- Connaissance de base des prescriptions phytosanitaires et des exigences de biosécurité dans les exploitations ;
- Connaissance approfondie des signes de maladies touchant les cultures et/ou les tubercules, selon que de besoin ;
- Connaissance approfondie des caractéristiques variétales.

Les inspecteurs peuvent également être tenus d'effectuer des examens réguliers de leur acuité visuelle et de leur perception des couleurs.

Une formation peut être dispensée au moyen de cours spécifiques et/ou de formations sur le terrain et par le biais d'un encadrement par un inspecteur expérimenté. Les parcelles destinées à la formation pour l'inspection des cultures sont un outil de formation important comme décrit à l'annexe 1.

Il est recommandé que tous les nouveaux inspecteurs, quelle que soit leur formation, soient encadrés par un inspecteur expérimenté pendant un certain temps jusqu'à ce que ce dernier considère que le nouvel inspecteur est compétent et travaille de manière cohérente. L'inspecteur expérimenté peut réaliser une série d'inspections de comparaison d'une

culture ou d'un lot préalablement inspecté par le nouvel inspecteur avant de déclarer la nouvelle recrue apte à travailler seule.

Il peut être difficile d'assurer une cohérence entre les inspections de cultures et entre les inspecteurs. Il est recommandé que tous les inspecteurs réalisent des inspections de comparaison au début de la saison. Les parcelles destinées à la formation pour l'inspection des cultures mentionnées à l'annexe 1 peuvent être utilisées à cette fin.

Afin de mettre à jour les compétences acquises, tous les inspecteurs devraient régulièrement suivre des formations et faire l'objet d'un examen des compétences, ainsi qu'être suivis par un inspecteur expérimenté.

5.9 Traçabilité au fil des générations

Les plants de pomme de terre et leur descendance sont conservés pendant plusieurs générations dans le programme de certification. L'autorité désignée devrait établir un système permettant d'identifier chaque culture/lot de semences et de tracer leur descendance à mesure que les cultures/lots se multiplient, génération après génération et saison après saison. Le système devrait indiquer l'origine de la semence (la classification de la précédente récolte saisonnière, car il s'agit de la classe des semences plantées) et disposer d'une procédure permettant, en partant de la classe des semences plantées, d'arriver à celle des semences récoltées (par exemple, l'origine des semences plantées peut être Basic I ; elles relèvent donc de la classe Basic II une fois récoltées). Ce système devrait conserver les résultats des inspections lorsqu'une culture/un lot est ensuite rétrogradé dans une classification inférieure ou est écarté du système.

Il peut être utile de programmer une période de douze mois, appelée « année des semences » pendant laquelle toutes les cultures destinées à la production de plants seront plantées, récoltées, classées et mises à disposition pour la vente ou pour une nouvelle reproduction ou multiplication l'année des semences suivante. Cette opération présente l'avantage de permettre d'intégrer l'année de production dans un registre ou de lui apposer un numéro de référence sans être gêné par la confusion à laquelle pourrait prêter un cycle de production portant sur deux années civiles (comme c'est le cas dans les pays de l'hémisphère sud). Il peut par exemple être judicieux d'établir une année des semences qui s'étende du début du printemps à la fin de l'hiver. Dans les pays où plusieurs récoltes peuvent être obtenues en une année ou dans lesquels la culture est continue, il ne sera peut-être pas possible d'établir une année des semences commune à tous les producteurs. La solution peut être de suivre l'exercice budgétaire de chaque exploitation semencière.

Pour les petites superficies de culture, il est possible de réaliser les enregistrements manuellement (registres papier) ou dans un logiciel tableur. Pour les grandes superficies, maintenir des systèmes manuellement est difficile et propice aux erreurs, en particulier lorsque les données doivent être copiées d'un registre à un autre. L'autorité désignée devrait envisager de créer une base de données pour gérer l'enregistrement des plants de pomme de terre.

Processus de demande de certification de cultures

L'autorité désignée devrait établir et diffuser une procédure de demande de certification de plants. Elle devrait indiquer les renseignements qui doivent être fournis dans le cadre de la demande, au moyen d'un formulaire de demande que les producteurs devraient compléter ou par la mise en place d'un système de demande en ligne. Les renseignements nécessaires pourraient comprendre :

- Le nom et les coordonnées du producteur ;
- La variété des semences ;

- La classification des semences plantées ;
- L'identité des semences plantées (numéro de référence du lot de semences), y compris des éléments permettant d'identifier le lot planté (par exemple les étiquettes des semences, le certificat de transport en vrac) ;
- La superficie cultivée ;
- L'emplacement de la culture (cela peut comprendre les numéros d'identification de l'exploitation, les coordonnées GPS et des cartes indiquant l'emplacement et les points d'accès à la culture).

Selon le système utilisé, certains de ces détails peuvent être fournis et vérifiés ultérieurement au cours de la procédure de certification.

Il est recommandé que les autorités désignées requièrent que les demandes de certification de cultures soient présentées dans un certain délai à compter de la plantation afin de garantir que les renseignements de la demande puissent être transmis aux inspecteurs en temps voulu pour qu'ils puissent procéder aux inspections aux moments les plus adéquats du développement des plantes. Il peut par exemple être prescrit que les demandes soient soumises dans les vingt et un jours suivant la plantation (ou un autre délai le cas échéant). Pour encourager les intéressés à présenter leurs demandes dans les délais, l'autorité désignée jugera peut-être utile d'appliquer des sanctions en cas de présentation tardive (par exemple des frais pour retard) ou d'imposer une date butoir à partir de laquelle les demandes ne seront plus acceptées. Il est toutefois recommandé de faire preuve d'indulgence dans la mesure où le retard n'a pas d'incidence sur la capacité de l'inspecteur à procéder à l'inspection de la culture au moment le plus approprié.

5.10 Approbation des installations de production de cultures de tissus et de minitubercules

Les plantules de cultures de tissus ou de minitubercules qui intègrent le système de certification doivent satisfaire aux critères énoncés par l'autorité désignée. Celle-ci devrait établir une procédure d'approbation des installations qui pourrait comprendre des audits réguliers (la NIMP 33¹ peut servir de base à l'établissement des critères pertinents pour les installations de production de cultures de tissus et de minitubercules). Une liste des installations approuvées devrait être mise à la disposition des producteurs.

5.11 Traçabilité des cultures de tissus et des minitubercules

L'autorité désignée devrait également mettre en place un système qui garantisse que les cultures de tissus et les minitubercules qui intègrent le système proviennent d'installations agréées. Pour ce faire, elle peut produire elle-même les étiquettes ou autoriser les installations de production de cultures de tissus et de minitubercules à émettre des certificats d'origine qui contiennent les renseignements suivants :

- Nom de l'installation de production de minitubercules ;
- Type de matériel (cultures de tissus ou minitubercules) ;
- Variété ;
- Source du matériel de culture de tissus ;
- Quantité de matériel (nombre de plantules ou nombre de/poids des minitubercules) ;

¹ FAO, 2010. NIMP 33 : Matériel de micropropagation et minitubercules de pomme de terre (*Solanum* spp.) exempts d'organismes nuisibles et destinés au commerce international. Rome, CIPV, FAO.

- Nom de l'entreprise approvisionnée en matériel ;
- Date de la fourniture du matériel.

L'autorité désignée peut exiger que ces étiquettes ou certificats d'origine soient joints à la demande d'enregistrement de plants prébase. Des cultures de tissus et des minitubercules peuvent aussi être importés de l'étranger et, dans ce cas, il est recommandé à l'autorité désignée de travailler avec l'autorité désignée du pays d'exportation afin de confirmer que ceux-ci sont admissibles à la certification.

6. Fonctionnement d'un service de certification des plants de pomme de terre

Une fois le système administratif du Service de certification mis en place et le personnel formé, le Service peut commencer à enregistrer des cultures en vue de leur certification.

6.1 Variétés admises à la certification

Les variétés acceptées par l'autorité désignée peuvent être intégrées au système de certification des plants de pomme de terre, qui peut comprendre des variétés en cours d'enregistrement ou des variétés provenant d'autres pays. Le premier demandeur de toute nouvelle variété doit fournir à l'autorité désignée un échantillon de référence et donner une description de la variété, à moins que celle-ci n'ait déjà été communiquée par l'office des variétés végétales. Il peut s'agir de la description donnée dans le cadre du processus d'octroi des droits d'obtention végétale ou de la liste nationale de la variété ; elle portera en principe le jeu de caractères de l'UPOV. Il pourra être utile de joindre des photographies pour mettre en évidence la couleur et les caractéristiques suivantes :

- Fleurs (si la variété n'est pas une variété à fleurs, il conviendra de l'indiquer) ;
- Forme, couleur et type de croissance de la feuille ;
- Forme et couleur de la peau et de la chair du tubercule ;
- Couleur du germe ;
- Toute autre caractéristique propre à la variété.

6.2 Vérification des demandes de certification de cultures

Suite à la réception de demandes de certification de cultures, l'autorité désignée vérifiera que le demandeur a communiqué toutes les informations voulues. Cela est particulièrement important pour s'assurer que la culture répond aux critères d'admission dans le système et que l'inspecteur dispose de toutes les informations nécessaires afin de la situer et de l'identifier. L'autorité désignée se conformera aux procédures établies pour la vérification des demandes, ce qui l'amènera à vérifier les éléments suivants :

- Correspondance entre les numéros de référence, la variété et la classe du plant et les données enregistrées ;
- Admissibilité du champ (historique des maladies ayant frappé les cultures de ce champ, rotation des cultures et distances d'isolement) ;
- Origine du matériel prébase (par exemple, installations de production de cultures de tissu et de minitubercules approuvées et étiquettes ou installations d'origine) et autre matériel ;
- Exhaustivité des informations décrivant l'emplacement de la culture ;

- Exhaustivité des informations relatives au demandeur, y compris ses coordonnées (par exemple concernant le producteur).

L'autorité désignée n'acceptera que les cultures dont la généalogie est connue grâce au système de certification à moins qu'elles ne proviennent d'installations de culture de production de tissu ou de minitubercules approuvées ou qu'elles ne s'accompagnent d'une certification adéquate délivrée par une autre autorité désignée.

Une fois les demandes traitées, l'autorité désignée informera le demandeur que sa demande a été acceptée et peut émettre des numéros de référence uniques pour les cultures acceptées dans le programme. L'autorité désignée communiquera aussi le plus rapidement possible ces informations aux inspecteurs, afin qu'ils puissent commencer à organiser leur programme d'inspection. En fonction des politiques adoptées par l'autorité désignée, il peut être utile de publier une liste des cultures enregistrées.

6.3 Inspections sur pied

Des lignes directrices sont données aux inspecteurs dans le *Guide de la CEE sur les pratiques recommandées pour l'inspection sur pied des plants de pomme de terre*, à consulter sur le site Internet de la CEE.

6.4 Inspection des tubercules

Des lignes directrices relatives à l'inspection des tubercules sont fournies dans le *Guide de la CEE sur les pratiques recommandées en matière d'inspection de tubercules de pomme de terre*, à consulter sur le site Internet de la CEE.

6.5 Fermeture des contenants

Des lignes directrices relatives à la fermeture des contenants sont fournies dans le *Guide de la CEE sur les pratiques recommandées en matière d'inspection des tubercules de pomme de terre*, à consulter sur le site Internet de la CEE.

6.6 Contre-expertises

Lorsqu'un inspecteur rejette ou rétrograde une culture ou un lot, le demandeur peut réclamer une contre-expertise. L'autorité désignée prendra des mesures raisonnables pour traiter ces recours mais il n'est pas souhaitable que chaque décision d'un inspecteur soit contestée. Pour éviter les recours abusifs, l'autorité désignée peut envisager l'imposition de frais de contre-expertise ou de recours, ou prévoir le versement d'une caution qui ne sera remboursable que si la décision de l'inspecteur est annulée.

L'autorité désignée devrait fixer des délais pour la présentation des demandes de contre-expertise et leur traitement. Il est suggéré que les contre-expertises soient demandées dans les vingt-quatre heures suivant la notification par un inspecteur et qu'elles soient communiquées par l'autorité désignée dans les soixante-douze heures suivant la demande. Il est nécessaire que ce délai soit court dans la mesure où l'état des cultures peut évoluer rapidement. La culture ne doit pas être améliorée (par exemple, par une poursuite de l'éclaircissage) avant la réalisation de la contre-expertise.

6.7 Évaluation après récolte

Des évaluations après récolte peuvent être menées en tant que validation supplémentaire des inspections sur pied et des inspections menées sur les tubercules. Elles peuvent être effectuées au moyen d'épreuves en laboratoire visant à détecter des viroses et des maladies bactériennes ou par mise en culture de prélèvement.

L'échantillonnage peut être réalisé après la destruction des fanes, pendant la récolte ou pendant le stockage. Si nécessaire, la dormance peut être levée au moyen d'un traitement chimique ou en manipulant la température. Le matériel végétal obtenu peut être évalué visuellement ou par des épreuves en laboratoire.

La pureté variétale et la conformité au type variétal peuvent être évaluées sur un prélèvement mis en culture en champ. L'identité variétale peut également être évaluée, dans la plupart des cas, par évaluation de la germination sous lumière diffuse ou par l'utilisation de méthodes moléculaires. L'évaluation en serre ne convient pas à l'identification des plantes dans la mesure où les conditions de culture en serre ne mettent pas en évidence les caractéristiques des plantes.

Les procédures d'évaluation après récolte sont exposées dans les annexes IV et VI de la norme.

6.8 Traçabilité

L'autorité désignée est chargée de vérifier la traçabilité de tous les plants figurant dans le système de certification. Pour ce faire, elle s'assure que les plants récoltés et les contenants de stockage sont correctement étiquetés, lors des inspections et à la fermeture des contenants. Les informations relatives à la traçabilité seront conservées dans les systèmes d'information adéquats.

6.9 Confirmation de l'admissibilité à la certification des plants de pomme de terre

Avant de délivrer des étiquettes de certification, l'autorité désignée s'assurera que le lot est admis à la certification ; elle peut être amenée à procéder aux vérifications suivantes :

- Le lot provient d'une culture dûment enregistrée dans le système ;
- Le lot est issu d'une culture qui a été inspectée et répondait aux tolérances admises pour la classification des plants applicable à la culture ;
- Les essais complémentaires ont été effectués et le lot se conforme aux prescriptions du système (par exemple, absence de tolérance zéro pour les parasites) ;
- Le lot a été inspecté et répondait aux tolérances admises pour la classification des plants applicable au lot.

6.10 Délivrance de la certification

Les étiquettes ne peuvent être délivrées que par l'autorité désignée ou par les personnes agissant sous son autorité. Dès que l'admission à la certification a été confirmée, les étiquettes sont délivrées au demandeur, qui doit les apposer sur chaque contenant. L'autorité désignée doit également fournir une déclaration officielle, qui sera placée à l'intérieur de chaque contenant, à moins que les étiquettes ne soient indéchirables, adhésives ou imprimées de manière indélébile sur le contenant. La notice officielle doit être de la même couleur que l'étiquette et indiquer le nom de l'autorité désignée, le numéro de référence du lot et la variété.

6.11 Retrait de la certification

Il arrive que l'autorité désignée délivre des étiquettes par erreur ou se rende compte que le lot n'est plus conforme aux exigences de certification (par exemple lorsqu'une tolérance zéro aux parasites dans le champ d'origine est signalée). Dans ces circonstances, l'autorité désignée annulera les étiquettes.

L'autorité désignée entrera en contact avec le demandeur et l'informerait du changement de statut du lot afin qu'il restitue les étiquettes. Il est aussi possible qu'un inspecteur se rende chez le producteur pour récupérer les étiquettes. Dans le cas de tolérance zéro aux parasites, il conviendra de prendre les mesures appropriées.

Lorsque le lot a été exporté, l'autorité désignée avertira le plus rapidement possible son homologue du pays importateur et suivra les procédures prévues en cas de non-conformité.

7. Conservation des données

Il est recommandé que l'autorité désignée conserve les données plus longtemps que le temps nécessaire à la multiplication des plants, du stade prébase à celui de plants certifiés, puis de culture de pomme de terre de table ou de conservation. En conservant les données relatives à cette période, l'autorité désignée peut garantir la traçabilité et fournir des informations aux demandeurs qui les sollicitent.

L'autorité désignée doit conserver certaines informations pendant des périodes plus longues (par exemple concernant les sites appliquant une tolérance zéro à l'égard des parasites).

8. Examen du système

L'autorité désignée évaluera régulièrement l'efficacité de son service de certification des plants de pomme de terre, et s'assurera surtout que celui-ci fonctionne conformément à la norme. Elle peut également souhaiter mesurer la satisfaction des producteurs et des acheteurs de plants de pomme de terre s'agissant du fonctionnement du service et obtenir des informations sur le comportement des plants certifiés, ce qui peut l'aider à détecter d'éventuels problèmes dans le fonctionnement du service et à y apporter des améliorations.

9. Non-conformité

L'autorité désignée peut recevoir une notification d'une autre autorité désignée ou notifier à celle-ci la non-conformité d'un lot ou d'un envoi de plants de pomme de terre certifiés. La non-conformité peut être due à la présence de défauts dépassant les tolérances définies, au non-respect des exigences en matière de taille et d'emballage ou au non-respect des prescriptions administratives.

Lorsque l'autorité désignée détecte un envoi importé non conforme, elle le signale rapidement à l'autorité désignée du pays exportateur. Il est recommandé de procéder à la notification dans les trois jours. L'autorité désignée auteur de la notification doit communiquer des détails concernant l'envoi, fournir des copies des étiquettes de certification et une description de la nature de la non-conformité, et décrire toute mesure qu'elle souhaite voir prendre par l'autorité désignée du pays exportateur.

L'autorité désignée destinataire de la notification de non-conformité souhaitera peut-être étudier et déterminer la cause de la non-conformité et prendre des mesures pour s'assurer que le risque de non-conformité est réduit à l'avenir, par exemple demander qu'une inspection conjointe soit menée par les deux autorités désignées pour confirmer la non-conformité. Les experts des deux pays peuvent participer à l'inspection conjointe.

Lorsque la non-conformité est confirmée, l'autorité désignée du pays exportateur examine les données relatives à l'inspection afin de déterminer si une erreur a été commise ou s'il existe des informations laissant supposer que la culture ou le lot pouvait poser

problème. Si l'autorité désignée parvient à détecter une cause probable de non-conformité, elle prend des mesures pour améliorer les procédures afin que la situation ne se reproduise pas et informer l'autorité désignée du pays importateur de ses conclusions.

10. Glossaire

Tous les termes utilisés dans le présent guide sont conformes aux définitions et à l'usage énoncés dans la norme.

11. Références

FAO 2010. NIMP 33 : Matériel de micropropagation et minitubercules de pomme de terre (*Solanum* spp.) exempts d'organismes nuisibles et destinés au commerce international. Rome, CIPV, FAO.

Norme S-1 de la CEE concernant la certification et le contrôle de la qualité commerciale des plants de pomme de terre.

Guide de la CEE sur les pratiques recommandées en matière d'inspection sur pied des plants de pomme de terre.

Guide de la CEE sur les pratiques recommandées en matière d'inspection des tubercules de pomme de terre.

Guide de la CEE sur les maladies, parasites et anomalies des plants de pomme de terre.

Annexe 1

Parcelles destinées à la formation pour l'inspection des cultures

1. But des parcelles destinées à la formation

Les parcelles destinées à la formation sont exploitées dans le but de fournir une ressource de formation. Elles sont en général plantées de tubercules parents issus de plantes mères présentant des défauts avérés ou de plantes saines pour que les inspecteurs puissent observer toute une gamme de symptômes de maladie et se familiariser avec ceux-ci.

Mettre en place un ensemble complet de parcelles de démonstration et dispenser la formation décrite requiert une préparation et des ressources considérables. Il est possible de créer des parcelles destinées à la formation à une plus petite échelle en fonction des ressources disponibles. Les autorités désignées chargées de la mise en œuvre souhaiteront peut-être participer au départ à la formation proposée par d'autres autorités désignées, ou aux activités de renforcement des capacités proposées par la CEE. Veuillez consulter le site Internet de la CEE pour en savoir plus.

2. Origine des plants installés dans les parcelles destinées à la formation

Les parcelles destinées à la formation seront plantées en utilisant des tubercules de départ provenant à la fois de stocks sains et de tubercules dont on sait qu'ils présentent des anomalies symptomatiques particulières (virus, non-conformité, maladies bactériennes). Il est important que le matériel sain soit de qualité et ne présente pas de défauts indésirables, faute de quoi il devra être éliminé avant le début de la (des) formation(s).

Les parcelles de démonstration saines devront recevoir des plants dont on sera sûr qu'ils sont sains. Le moyen le plus efficace de s'en assurer est que l'institut hôte entretienne une collection au champ exempte de maladie sur un site isolé. Lorsqu'une telle collection n'est pas disponible, on pourra utiliser des plants prébase commerciaux. Les pommes de terre malades et non conformes devront, si possible, provenir des collections détenues par l'institut hôte.

Pour le virus de la mosaïque et le virus de l'enroulement, la collection du virus devra comprendre les associations de variétés de virus les plus habituellement rencontrées. Le meilleur moyen de constituer cette collection est que les inspecteurs des plants prélèvent des échantillons des plantes symptomatiques lors de l'inspection et les soumettent à l'institut hôte afin qu'il les plante l'année suivante. Juste avant la formation, des échantillons de feuilles peuvent être prélevés sur les plantes afin de déterminer quel virus y est présent. La descendance de ces tubercules pourra alors être retenue en vue de futures plantations. Un des inconvénients de cette façon de procéder est que la collection de virus est susceptible d'être infectée par de multiples virus et les inspecteurs seront donc invités à présenter des échantillons tous les ans.

Lorsque l'institut hôte ne dispose pas de collection de ce type, des échantillons de tubercules devront être prélevés sur des plantes malades découvertes dans des cultures commerciales pendant la saison de culture avant d'être plantés dans le champ destiné à la formation. Des tubercules infectés par des virus, dans le cas de certains virus, pourront également provenir de plantes dans lesquelles des virus ont été inoculés, mais cette méthode ne doit constituer qu'une solution à adopter faute de mieux. Dans ce cas, l'institut hôte doit préparer les plantes dans lesquelles des virus auront été inoculés pendant la saison

de croissance précédant la plantation des parcelles destinées à la formation afin que les tubercules soient prêts à temps pour la plantation.

Pour les plantes non conformes (variantes indésirables ou hors type) l'institut hôte devra constituer une collection de plantes hors type à partir des échantillons de tubercules soumis qui auront été prélevés sur des plantes hors type rencontrés dans des cultures de plants commerciaux.

3. Plantation des parcelles destinées à la formation

Il est proposé que les parcelles soient situées dans un champ consacré à la formation près de l'institution hôte afin de faciliter leur préparation en vue des examens prévus pendant la période d'inspection. Le champ contenant nécessairement des plantes infectées (virus et bactéries), il devra être isolé des cultures de plants commerciaux ou des autres plants de pomme de terre tout à fait sains.

Le champ devra être soigneusement borné avant de procéder à la plantation, en dressant par exemple une carte ou un plan détaillé du champ faisant apparaître les dimensions précises des parcelles. La disposition des parcelles dans le champ devra être fonction du nombre requis de parcelles par blocs permettant l'utilisation d'instruments aratoires et de matériel d'épandage (c'est-à-dire ayant la largeur correspondant à celle des rampes de pulvérisation). Il faudra aménager des chemins et des allées entre les parcelles à l'extrémité des rangs afin de pouvoir y accéder et prévoir l'espace nécessaire pour que les inspecteurs et les formateurs puissent examiner les plantes. Les rangs ne devront pas être trop espacés les uns des autres afin d'éviter l'affaissement des plants de pomme de terre. On pourra recourir à des rangs de sécurité (un rang supplémentaire de plantes ne faisant pas partie de la démonstration) pour conserver le type de croissance habituelle des plantes en démonstration, ce qui est particulièrement utile dans les cas des sites venteux.

Les tubercules destinés à être plantés dans chaque parcelle seront regroupés dans un sac ou sur un plateau identifié avant la plantation. Une fois les sillons de semis tracés, on reproduit alors le balisage du champ à l'aide de rubans et de cordes. Les tubercules provenant des contenants identifiés peuvent alors être plantés à la main dans les sillons, entre les cordes, selon le plan du champ.

Une fois que la plantation et la mise en culture ont été effectuées et que les plantes ont poussé, il faudra utiliser un plan du champ pour désigner chaque parcelle avec un piquet d'identification numéroté. Un « guide des parcelles » devra être élaboré aux fins de son utilisation par les inspecteurs. Pendant la croissance des plantes et avant la période de formation, un inspecteur ou un scientifique de terrain expérimenté s'assurera que les parcelles sont en bon état, en enlevant les plantes indésirables en cas de besoin. Le champ recevra les traitements agronomiques habituels tout au long de l'expérience. Il conviendra d'éviter de pulvériser les cultures juste avant que le champ ne soit utilisé par les participants à la formation.

4. Types de parcelles destinées à la formation

4.1 Variétés des collections utilisées dans le commerce

Il s'agit des principales variétés produites pour le commerce. Le but de ces parcelles destinées à la formation est d'enseigner les caractéristiques pariétales d'une culture en situation dès lors que les parcelles sont de taille suffisante pour simuler une culture commerciale.

Les principales variétés commerciales sont plantées dans de grandes parcelles : 48 tubercules par parcelle (quatre sillons de 12 tubercules). Les variétés moins courantes peuvent être plantées dans des parcelles plus petites de 24 tubercules (quatre rangs de six)

ou de six tubercules (un rang de six). Le nombre de parcelles dépendra du nombre de variétés utilisées dans le commerce dans le pays hôte.

4.2 *Caractéristiques foliaires des plantes cultivées dans les parcelles destinées à la formation*

Il s'agit de parcelles plus petites, dans lesquelles sont cultivées les variétés principales à proximité les unes des autres afin de pouvoir établir des comparaisons entre elles. Ces parcelles constituent le principal atout de la formation des nouveaux inspecteurs. La raison d'être de cette approche est que si les inspecteurs sont à même de différencier une trentaine de variétés, dont certaines se ressembleront et présenteront des différences subtiles, ils seront alors capables de détecter les anomalies dans les cultures de plants commerciaux.

Les parcelles comprendront les 30 principales variétés par superficie plantée. Dans ces parcelles, six tubercules (un rang de six) de chaque variété sont disposés en fonction de tout un ensemble de caractéristiques afin que les parcelles puissent servir pour pratiquer une identification des variétés.

Caractéristiques suggérées pour organiser les parcelles :

Aspect du feuillage	(30 rangs de six tubercules)
Similitude des variétés	(30 rangs de six tubercules)
Superficie plantée	(30 rangs de six tubercules)
Maturité	(30 rangs de six tubercules)
Couleur du feuillage	(30 rangs de six tubercules)
Taille des feuilles	(30 rangs de six tubercules)
Couleur de la fleur	(30 rangs de six tubercules)
Couleur du tubercule	(30 rangs de six tubercules)
Forme du tubercule	(30 rangs de six tubercules)
Couleur du germe	(30 rangs de six tubercules)
Total	300 rangs de six tubercules

Le nombre de variétés et de caractéristiques peut varier en fonction de la taille du champ et des ressources disponibles.

4.3 *Parcelles présentant une collection de virus*

Les parcelles présentant une collection de virus visent à enseigner l'identification des symptômes viraux avec différentes variétés, des plantes saines et malades étant plantées juste à côté les unes des autres. Les parcelles utilisées constituent le principal atout de la formation des nouveaux inspecteurs. Un inspecteur en chef ou un scientifique de terrain devra comparer les plantes pour établir ce qui est considéré comme un symptôme sévère et un symptôme léger (en cas de différenciation sévère/léger), des tuteurs colorés étant utiles dans ce cas (par exemple un tuteur rouge pour les symptômes sévères et un blanc pour les symptômes légers). Il faudra remettre au stagiaire une liste des virus présents dans les plantes utilisées pour la démonstration.

Les variétés les plus communes présentant des symptômes viraux (virus de la mosaïque et virus de l'enroulement) devront être incluses. Les parcelles comprennent six tubercules (un rang de six). Pour chaque variété utilisée pour la démonstration, la première parcelle (rang de six plantes) constituera un exemple sain de variété ; les autres parcelles

recevront la même variété infectée par des virus connus. Il faudra réunir dans cette collection le plus d'exemples possible, en privilégiant les associations de virus et de variétés rencontrées le plus fréquemment dans les cultures de plants commerciaux.

4.4 *Collection de plans non conformes (variantes)*

Ces parcelles contiennent des variétés commercialement importantes qui présentent des caractéristiques foliaires différentes de la normale (feuilles cloquées ou panachées, feuilles de sauvageons ou feuilles bosselées, par exemple). Ce sont plus des variantes génétiques que des symptômes dus au stress ou à une altération chimique.

Ces parcelles enseignent l'identification des variantes non conformes de différentes variétés, à l'aide de plants normaux et sains et d'exemples de variantes plantées juste à côté d'eux. Grâce aux parcelles utilisées, les participants apprennent également à distinguer les plants malades des variantes étant donné que certaines d'entre elles peuvent avoir une apparence analogue à celles des plants infectés par un virus. Il faudra aussi appeler l'attention des inspecteurs sur l'existence des bossellements et de types larges qui peuvent présenter des caractéristiques de maturité différentes, d'où une répartition inégale par calibre des tubercules lors de la récolte.

Les parcelles comprennent six tubercules (un rang de six). Pour chaque variété utilisée pour la démonstration, la première parcelle (rang de six plantes) sera un exemple sain et normal de la variété ; les autres parcelles recevront la même variété, les tubercules étant issus d'une plante mère connue pour n'être pas conforme. Il faudra réunir dans cette collection le plus d'exemples possibles, en privilégiant les variantes les plus communes rencontrées dans les cultures de plants commerciaux.

4.5 *Parcelles de démonstration des défauts*

Ces parcelles servent à mettre en évidence des défauts qui n'ont pas été abordés ci-dessus ou ceux qui l'ont été dans une parcelle mixte. Elles comprennent 40 tubercules (quatre rangs de dix) issus de plants sains et normaux de chaque variété, et entre quatre et huit tubercules présentant le défaut considéré ou, dans le cas de la jambe noire, 30 tubercules infectés.

i) *Jambe noire*

On inocule la jambe noire à 30 tubercules d'une variété vulnérable couramment cultivée, qui sont ensuite plantés de façon aléatoire avec 10 tubercules sains de la même variété (la présence de la jambe noire causée par *Pectobacterium* spp. et *Dickeya* spp. devra être mise en évidence séparément).

ii) *Virus de la mosaïque*

Dans ces parcelles, on plante dans une parcelle saine de chaque variété quatre tubercules de la même variété dont on sait qu'ils ont une infection virale accompagnée de symptômes (graves et légers). Il faut choisir plusieurs variétés, certaines étant atteintes manifestement d'une mosaïque (par exemple une mosaïque bien marquée avec déformation et/ou atrophie), d'autres présentant des symptômes plus subtils (par exemple pâleur du feuillage sans signe manifeste de mosaïque). Le nombre de parcelles utilisées dépendra des ressources disponibles, mais quatre parcelles permettraient de réaliser une démonstration satisfaisante.

iii) *Enroulement*

Dans ces parcelles, on plante dans une parcelle saine de chaque variété quatre tubercules de la même variété dont on sait qu'ils sont infectés par le virus de l'enroulement.

Il faudra choisir plusieurs variétés. Le nombre de parcelles utilisées dépendra des ressources disponibles mais quatre parcelles permettraient de réaliser une démonstration satisfaisante.

iv) Variantes (plantes non conformes)

Dans ces parcelles, on plante dans une parcelle saine et normale de chaque variété quatre tubercules de la même variété dont on sait qu'il s'agit de variantes stables. Il faudra choisir plusieurs variétés, certaines présentant le type de variante le plus courant dans le pays hôte (par exemple bossellement/panachure/feuilles cloquées). Ces parcelles sont surtout importantes pour les inspections de plants prébase, étant donné que les variantes doivent être éliminées au tout début du cycle de multiplication.

v) Plantes hors type ou défectueuses

Dans ces parcelles, on plante dans une parcelle saine de chaque variété quatre tubercules d'une variété différente. Il faudra choisir plusieurs combinaisons de variétés, certaines présentant des différences manifestes d'une variété à l'autre et d'autres une combinaison de variétés plus proches l'une de l'autre (et dont les différences sont difficiles à percevoir). Il faudra si possible choisir des combinaisons de variétés qui ont toutes les chances de se trouver dans les cultures commerciales, par exemple deux variétés utilisées dans les mêmes filières de production. Le nombre de parcelles utilisées dépendra des ressources disponibles, mais quatre parcelles permettraient de réaliser une démonstration satisfaisante.

4.6 *Parcelles de plants présentant des défauts*

Avec ces parcelles, il s'agit de simuler un environnement à inspecter dans lequel un ensemble de tubercules sains et normaux présente toute une gamme de défauts apparaissant de manière aléatoire dans les parcelles, afin que les inspecteurs puissent pratiquer une identification des défauts dans une culture. Ces parcelles peuvent être utilisées pour les contrôles de la pratique pendant la formation.

Les parcelles comprendront 400 tubercules (quatre rangs de 100). Chacune recevra 330 tubercules sains et normaux d'une variété choisie parmi les plus importantes commercialement pour le pays hôte et les pays participants, ainsi que 40 tubercules présentant des défauts connus et répartis aléatoirement sur l'ensemble de la parcelle. Les défauts comprendront la mosaïque légère et la mosaïque grave chez la même variété ou une variété différente, le virus de l'enroulement chez la même variété ou une variété différente et des variantes de la même variété ou d'une variété différente. Viendront aussi s'ajouter 30 tubercules sains de différentes variétés. Le nombre de parcelles utilisées dépendra des ressources disponibles, mais huit parcelles permettraient de réaliser une démonstration satisfaisante. Il serait possible d'effectuer une démonstration similaire sur une plus petite échelle.

4.7 *Parcelles de test*

Ces parcelles sont conçues pour tester les compétences des inspecteurs. Elles reposent sur le même principe que les parcelles de plants présentant des défauts mais elles sont plus petites et concentrent un plus petit nombre de défauts, et les tubercules y sont plantés avec plus de précision.

Les parcelles recevront 50 tubercules (deux rangs de 25). Chacune comptera entre 44 et 50 tubercules sains et normaux d'une variété choisie parmi les plus importantes commercialement pour le pays hôte et les pays participants, et jusqu'à six tubercules présentant des défauts connus et répartis aléatoirement sur l'ensemble de la parcelle.

Les défauts comprendront la mosaïque légère et la mosaïque grave chez la même variété, le virus de l'enroulement chez la même variété et des variantes de la même variété. En outre, des tubercules sains d'une variété différente seront plantés dans certaines parcelles. Le nombre de parcelles utilisées dépendra des ressources disponibles, mais 10 parcelles permettraient de réaliser une évaluation satisfaisante des compétences.

5. Formation

La formation devra être dispensée par un ou plusieurs inspecteurs expérimentés qui aideront dans un premier temps les nouveaux stagiaires à identifier les variétés en utilisant celles qui sont présentes dans le commerce et les caractéristiques foliaires constatées dans les parcelles, puis qui présenteront les maladies en se référant à la collection de virus et aux parcelles de démonstration ; enfin, leur enseignement portera sur les variantes. Au cours du stage, les formateurs devront régulièrement utiliser les parcelles de plants présentant des défauts et y marquer les plants appelés à servir d'exemple pour contrôler les connaissances des participants, en informant immédiatement ces derniers des progrès qu'ils auront accomplis et en décelant les points faibles sur lesquels travailler jusqu'à la fin de la formation.

Les inspecteurs plus expérimentés pourront utiliser les parcelles sans la supervision directe d'un formateur. Dans leur cas, un inspecteur en chef et/ou un scientifique de terrain procéderont à une visite guidée des parcelles, en mettant en relief les éléments essentiels et en favorisant un échange de vues au sujet des parcelles. Cet échange de vues a pour but de susciter l'adoption d'une approche harmonisée et de faire en sorte que tous les inspecteurs soient informés de chacune des composantes de l'inspection.

Il est utile pour tous les stagiaires qu'un représentant de l'autorité désignée et d'autres membres du personnel scientifique fassent des exposés thématiques à l'intention des inspecteurs. Les inspecteurs chargés de la supervision veilleront à ce que les inspecteurs soient dûment informés des méthodes d'inspection, en particulier lorsque celles-ci auront été modifiées. Au cours de la formation, il est utile de pouvoir montrer les défauts/organismes de quarantaine à l'aide d'affiches.

Les nouveaux stagiaires devront passer huit à dix jours sur le terrain, et les inspecteurs expérimentés trois ou quatre jours.
